

LA FRANCE ET LA CO-EXISTENCE PACIFIQUE

Ce n'est pas en cette courte étude que l'on peut discerner les responsabilités qui incombent à l'Europe de l'Ouest et à celle de l'Est pour avoir établi depuis longtemps, bien plus longtemps que l'établissement du rideau de fer, et que la signature du traité de Brest-Litowsk, une cloison épaisse entre le monde slave d'une part, et les peuples germaniques et latinisés de l'autre. Il serait trop aisé d'insister sur les fautes commises par les Communistes de l'ère héroïque.

L'URSS ET LA DERNIERE GUERRE MONDIALE

La guerre de 1914 avait pourtant confirmé, parmi tant d'autres faits et gestes consécutifs à l'initiative prise par Pierre le Grand, l'intention assez déclarée de la Russie, de s'immiscer dans les affaires européennes. Cet intérêt dont bénéficièrent des écrivains français tels que Diderot, les Français en payèrent d'ailleurs largement le prix politique, lors de la défaite des troupes napoléoniennes. Il est à remarquer incidemment qu'à cette époque, le chef spirituel et temporel du plus vaste pays d'Europe prêtait assez d'attention au plus minuscule état européen, pour désirer devenir le maître des destinées religieuses et politiques de l'Ordre de Malte. Le plus vaste pays européen de l'Est ne trouvait nullement négligeable la position stratégique de la pointe la plus méridionale du complexe européen. Ce n'est peut-être pas une pure coïncidence que le 'European Movement' trouve à Malte de si ardents défenseurs, et qu'en ces colonnes, nous soulignons le lien qui, à notre sens, unit inextricablement la Russie et le reste de l'Europe.

La dernière guerre a confirmé les intentions d'une Russie, dont la politique et la Weltanschauung est pourtant à mille lieues de celles de l'«Ancien Régime», intentions entachées sans doute de mille considérations égoïstes, mais dominées pourtant par l'idéal qui animait à la même époque l'Occident: sauver des valeurs, sinon chrétiennes – puisque ce mot était supposé ne plus avoir de sens en URSS –, du moins humaines: la prééminence de la liberté individuelle sur l'enrégimentation policière d'une idéologie totalitaire.

La Russie était entraînée bon gré mal gré en un conflit qui mettait en danger l'existence même, non seulement de la patrie russe, mais encore, – et cela seul semblait devoir importer – celle du régime communiste. Mais peut-on offrir sa vie pour autre chose que 'pro aris et focis'? Il est significatif à cet égard que dans le roman de Boris Pasternak, le protagoniste de la lutte à outrance contre l'invasion allemande de la première guerre, n'invoque pas parmi les arguments destinés à rallier les énergies des soldats minés par la propagande subversive de Lénine, n'invoque pas, dis-je, la défense des femmes, des enfants, des parents de ces braves soldats. Il met l'accent sur la défense de la patrie, terme vague qui signifie peu de chose pour des estomacs torturés

par la faim, des esprits engourdis par le froid sibérien, des coeurs aigris par les défaites et les replis stratégiques. Bref, Pasternak ne commet aucune erreur psychologique en représentant la désertion de l'Armée russe. La pensée des 'arae et foci' n'était plus assez présente à leur âme, en proie aux mille doutes des revers militaires.

Mais venons-en à la dernière guerre. Les dirigeants soviétiques se rendirent bientôt compte, que malgré son attachement au parti, le soldat soviétique ne mourrait pas pour une idée. On pria à nouveau dans les églises pour la Russie, la sainte Russie. La jeune recrue réapprit l'amour et le respect de ses parents; le vieux conscrit entendit dans les communiqués officiels et les harangues de ses chefs, l'appel au patriotisme, à la défense de sa terre, à l'amour de la liberté, à la protection de l'individu, notions que le régime communiste s'était voué à détruire et qu'il lui fallait à présent exhumer, réhabiliter.

L'ennemi s'était montré habile à l'Occident. Il ménageait les populations dont il avait incendié les villages ou tué les notables lors de la première guerre mondiale. Ses soldats se montraient courtois, réservés, serviables; sa propagande se montrait persuasive, tentant de démontrer que la vraie Europe, la bonne était celle qu'édifiait le Reich. Quant au catholicisme, il serait sinon protégé par le nazisme, du moins laissé en paix. Maintes organisations nationalistes se laissèrent – apparemment de bonne foi, en bien des cas d'espèce – prendre à ce gigantesque bourrage de crânes auquel fut soumis l'Occident conquis. Le lavage de cerveaux réussit même à convaincre de nobles chefs, empreints de principes pourtant chrétiens et spiritualistes, et à leur suite, de vastes couches de l'opinion, dont on sait aujourd'hui mieux apprécier la naïveté et l'honnêteté foncières. Ces qualités n'eurent néanmoins point l'heur de trouver grâce aux yeux d'une répression, sanglante et indiscriminée en bien des régions. Elles pâlissaient en effet auprès de l'arrivisme et du cynisme dont avaient fait preuve d'autres Darland ou Degrelle, responsables de la mort ou des tortures de leurs compatriotes résistants.

Quoi qu'il en soit, il reste difficile de juger même aujourd'hui la part de responsabilité qui incombe à ce nombre, assez impressionnant parmi nos compatriotes, qui misa sur la victoire de l'Allemagne naziste et crut – ou fit semblant de croire – en sa valeur salvatrice de l'individu. Toujours est-il que sur le front de l'Est, la 'Propaganda-Abteilung' ne mit pas en oeuvre des moyens aussi puissants pour persuader le peuple russe envahi, qu'on lui apportait un idéal nouveau, supérieur à celui du communisme. Il n'est pas possible d'analyser ici les causes qui déterminèrent bientôt les Allemands à agir en pays conquis à l'Est, non plus en adversaires courtois et mielleux, mais en criminels de guerre, laissant derrière eux des hécatombes de morts et des cendres fumantes. Peut-être la mystique même dont on avait tenté d'endoctriner le soldat allemand (et ceux d'entre les nôtres qui participèrent avec plus ou moins d'idéalisme à la croisade anti-bolchévique), cette mystique même a-t-elle durci les attitudes, endurci les coeurs, raidi les âmes? En cette nouvelle guerre

sainte, l'Oriental était l'ennemi à détruire; le communiste était la bête dangereuse à supprimer. Si l'on avait tenté de séduire le Français, le Belge, le Hollandais occupé, cet Aryen plus ou moins pur, germain en tout cas, il ne fallait pas user de tant de ménagements envers un Slave, par-dessus le marché porteur d'une idéologie totalitaire qui osait se présenter en rivale du totalitarisme nazi. Il fallait abattre cet Asiatique qui tentait de ruiner le bel édifice d'une Europe aryanisée. On le lui fit bien voir. 'Sanguis martyrum'. La haine engendra la haine; devant le dilemme de la destruction complète et de la lutte à outrance, comment ne pas choisir le second terme de l'alternative? Les Russes sentirent renaître en eux, à supposer qu'ils l'aient jamais perdu, le sentiment de la famille, de la patrie, de la sainte Russie.

LA FIN DE L'ÈRE STALINIENNE

Il fut difficile, une fois la victoire acquise à l'issue de l'affreux cauchemar, de renier les valeurs mêmes qui avaient contribué à sauver un Etat totalitaire, athée, matérialiste, celles de liberté, de religion, de spirituel. L'ère stalinienne était morte. L'ouverture vers l'Ouest s'ébauchait. Ce n'était pas seulement dans l'euphorie d'une victoire commune que fraternisaient les troupes américaines, anglaises et russes et que se mêlaient pacifiquement les couleurs de leurs drapeaux. Quelle que soit la pureté de leurs intentions, deux régimes diamétralement opposés, le capitalisme et le communisme avaient marché sincèrement, sans arrière-pensée – immédiate du moins – la main dans la main. L'URSS avait payé lourdement le prix du sang pour les camions, les tanks, les avions américains acheminés par l'Asie soviétique. La glace était rompue. Etait-il opportun de la recréer, à force de nouveaux slogans? Ces derniers s'avéraient vains auprès de populations occidentales qui n'avaient que trop éprouvé dans leurs biens et leur chair l'immense danger de l'endoctrinement, de la 'Propaganda'. On ne parvint plus à croire à l'ogre soviétique. L'immense prestige que lui avaient valu ses sacrifices, puis ses victoires héroïques sur un ennemi commun, lui était acquis pour longtemps. C'est l'offensive téméraire du Reich nazi contre la Russie soviétique qui fit tomber, en faveur de cette dernière, les obstacles que des décades d'anti-communisme de notre part, et de terreur stalinienne, de la sienne, avaient dressés entre l'Est et l'Ouest européen.

Il s'en fallait de beaucoup que tous accueillent sans réserve l'idée d'une collaboration désormais paisible et sans nuages entre les deux blocs. Quelle attitude les chefs soviétiques d'après-guerre devaient-ils prendre devant le libéralisme montant dont les groupes les plus éclairés désiraient goûter l'ivresse, parmi les populations jeunes particulièrement – celles qui n'avaient pas connu les affres du régime tsariste – et celles des pays nouvellement annexés, où le communisme était le fruit d'une occupation étrangère – et à ce titre, ne répondait pas au sentiment national?

Sous peine de compromettre irrémédiablement le résultat douloureusement acquis au cours des purges staliniennes d'avant-guerre et des saignées effroyables en hommes et en biens qui y succédèrent de 1941 à 1944, le régime

devait 'reprendre la situation en mains'. Liberté, individu, patrie, oui, peut-être, mais dans le cadre, dans l'esprit qui sauvegarderaient la communauté communiste. Le problème allait se poser dans tous les milieux intellectuels, dans les cénacles d'artistes, dans les lieux de réunion d'étudiants, sinon dans les sphères gouvernementales apparemment les plus étanches à la contamination occidentale. Ce n'est pas seulement le spectacle de la richesse des Américains qui a dessillé les yeux des pauvres soldats russes. Leurs montres, leurs briquets, leurs chaussures, leurs voitures, tout cela n'était que le symbole d'une révélation soudaine d'un monde occidental très différent du tableau qu'en avaient brossé pendant des décades l'instituteur, le speaker, le meneur d'usine. Il eût suffi vraisemblablement qu'en ces 'retrouvailles' l' 'homme de la rue' du versant occidental de ce nouveau 'limes' puisse s'entretenir paisiblement avec celui d' 'en-face', pour que l'amitié se noue entre ces Européens qu'avait séparés la barrière de l'idéologie. L'URSS qui sortait exsangue du conflit, ne pouvait, en 1945, manifester aucune animosité sérieuse envers une Amérique qui, bien qu'éprouvée, restait puissante tant du point de vue économique que militaire, et sortait du conflit auréolée d'une immense gloire et d'un prestige universel. L'Est feignit d'accueillir avec sympathie les avances et les ouvertures de l'Occident.

La reconstruction matérielle et morale de l'Est enhardit toujours davantage un raidissement auquel le sourire apeuré d'une Europe occidentale alors dévastée et ruinée ne pouvait donner que les encouragements. L'attitude réservée de l'Europe devant l'agression soviétique de la Hongrie est la pierre de touche du respect qu'inspirait désormais à l'Ouest la crainte d'une URSS qui, pour ne pas être aussi puissante que la grande puissance d'outre-Atlantique, représentait un régime fort et décidé. Il y eut d'autres épreuves de force où l'Occident fit en revanche preuve d'une décision prudente, mais ferme. Le 'No' américain aux prétentions soviétiques à Cuba mettra désormais une sourdine au 'nièr' catégorique dont le régime soviétique prenait l'habitude. Entretemps la situation politique et militaire évoluait en faveur du camp socialiste.

Le tiers-monde, cet immense réservoir de clients, d'adeptes, de richesses minérales, d'énergies latentes, se dégagait peu à peu de la tutelle colonisatrice, celle précisément des états capitalistes. L'occasion était splendide, pour un Etat qui pouvait passer pour n'avoir pas trempé dans l' 'ignominie' colonisatrice, pour ne pas s'être avili au métier de la traite des nègres. Ces peuples dont l'indépendance était due au pénible enfantement de l'après-guerre, devaient éprouver une certaine sympathie pour un grand pays, ami de la paix. Cette croisade pour la Paix, habilement lancée par le communisme russe d'après-guerre, répondait aux aspirations d'un univers dont toutes ses récentes souffrances faisait à coup sûr un adepte enthousiaste.

LES CHINOIS, 'ENFANTS TERRIBLES' DU COMMUNISME

Si la campagne pacifiste russe attirait ainsi en son camp les sympathies de nombreux pays neufs, et celles de maint occidental, ennemi irréductible de la

guerre même 'juste', elle permettait en même temps à une Russie embarrassée devant les progrès de la Chine communiste, hostile de toutes ses jeunes énergies à un Occident maussade, de prendre ses distances avec la nouvelle Chine, de lui mesurer son aide économique et militaire. Le fossé qui commençait à se creuser entre la Chine et l'URSS, cette dernière aura tout intérêt à l'élargir; la première, mise devant le fait accompli, à en proclamer l'existence. Sous risque de suicide, la Chine communiste ne pouvait céder aux forces 'bourgeoises', aux éléments modérateurs trop désireux en ce peuple de mandarins, d'affirmer à nouveau leurs vues empreintes de 'sagesse' et de courtoisie. Elle devait prendre, et viser sans cesse à maintenir une position 'dure', celle de Jacobin, d'idéaliste, que le communisme russe ne se sentait plus, à son avis, la foi assez grande pour opposer à l'Occident. Sentant donc chez ses anciens 'maîtres à penser' une détermination farouche de jouer résolument la carte du pacifisme, de remettre définitivement à un avenir très lointain, sinon chimérique, l'instauration du 'grand soir' par la violence, d'adopter, en un mot, une attitude 'molle', du moins en principe, la Chine s'enfonça de plus en plus irréductiblement dans l'opposition, dans le refus de composer avec le capitalisme, dont la destruction seule pourrait dans son opinion amener un jour le bonheur de l'humanité. Disons entre parenthèses que le leit-motiv de pacifisme devait jouer également un rôle dans la propagande chinoise. En effet, elle n'envisagera jamais son pays comme un agresseur, mais comme la victime des capitalistes Yankees. Si le conflit devait surgir, ce serait uniquement pour résister à l'offensive dont le monstre occidental porterait la seule responsabilité.

Tandis que la Chine se durcit depuis quelques années dans le rôle que la 'défection' de la Russie communiste lui a imposé, non moins que le refus des puissances occidentales de reconnaître son existence officielle, la Russie acceptait de prendre le risque d'une opposition larvée, puis de plus en plus déclarée, à son plus bel enfant spirituel. Avec l'attitude d'abord d'un père excédé qui a peine à croire aux outrances de son fils devenu majeur; puis en recourant aux expédients qu'on utilise depuis longtemps envers les fils prodiges ou les filles écervelées qui s'amourachent de va-nu-pieds: en 'lui coupant les vivres'. Puis en réunissant un conseil de famille, celui de toute la gent 'communiste', et en prenant le ton du père outragé devant l'irresponsabilité de l'attitude du fils aîné. Ce conseil risquait bien entendu de tourner à la confusion du père. Mais ce dernier avait depuis longtemps pris la température de l'opinion des pays socialistes. Il fallait agir vite, avant que la contagion de la 'chinoiserie' ne gagne tout le camp. Agir surtout avant que ce dernier ne reçoive de nouvelles recrues, celles des pays neufs, plus ouverts à une opposition envers l'Occident, et partant, plus disposés à se montrer des ennemis farouches des pays occidentaux, leurs anciens 'opresseurs', et donc, enclins à s'aligner du côté de la Chine. Tant que le camp socialiste comptait une majorité du pays européens, dont les liens affectifs, la langue, la religion, la culture, avaient réussi à sauvegarder un 'européanisme' à peine entamé par une socialisation encore récente; tant, dis-je, que le camp socialiste de l'Est

comptait surtout des membres de l'Ouest, à savoir des Européens, tels que la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, il était encore possible de faire prononcer contre la Chine, la fille dénaturée, un jugement de condamnation qui rétablirait incontestablement l'autorité du communisme de la Russie, du communisme européen.

L'Occident n'a pas compris à l'époque l'ampleur du danger que courait alors la position 'mollifiante'. La Russie essaya d'abord de détourner l'attention de ses satellites de l'attitude de bravade prise par les discours-fleuves des dirigeants chinois. Elle préférait reculer en effet la date de l'affrontement ouvert, jusqu'à l'heure où il s'avérerait indispensable et où l'issue en serait incontestablement à son avantage et ne risquerait pas de provoquer une réaction en chaîne chez les autres pays socialistes. Si elle ne craignait guère que ces derniers adoptent une attitude favorable envers la Chine dont tout, race, passé, éloignement géographique, culture, les séparait, elle avait quelque répugnance à recourir à leur verdict, avouant ainsi qu'elle n'était plus maîtresse incontestée des destinées du socialisme mondial. De plus, elle pouvait légitimement craindre que l'exemple contagieux de la Chine, une fois qu'elle en aurait, en un 'concile', reconnu officiellement la portée, n'encourage les membres de l'assemblée à élever également une voix revendicatrice, risquant par leur désir d'autonomie, de ruiner tout l'édifice du 'Commonwealth' soviétique. Il n'y eut pourtant plus d'issue: l'affrontement eut lieu. Les pays socialistes européens avaient d'ailleurs déjà manifesté de nombreuses velléités d'indépendance, et continuent de le faire. Ils ont probablement contribué à garder la Russie, les yeux tournés vers l'Europe et partant Européenne, autant que la Chine, par son attitude intransigeante, l'évinça quelque peu de la scène asiatique. Il semble que le nationalisme prit en Russie une nouvelle vigueur, grâce à la conscience que l'attitude intransigeante de l'Orient communiste, de la Chine lui en faisait prendre.

La scission qui s'est ainsi opérée entre les deux blocs communistes permet à présent à l'URSS de poursuivre sa politique de pacifiste avec une sérénité que ne vient plus troubler l'agressivité de la doctrinaire Chine. Elle peut de la sorte conquérir une place de plus en plus vaste dans le tiers-monde, sans qu'il lui en coûte une bataille militaire. Elle peut aussi affaiblir la défense d'un Occident qui se laisserait prendre trop naïvement à ce pacifisme. L'Occident ne paraît pas pécher en ce domaine. Une Allemagne qui attend depuis 20 ans sa réunification n'est pas près de donner à l'URSS la palme en co-existence pacifique. Il semble donc que devant l'immense puissance militaire et économique de la Russie de 1968, il serait naïf de s'illusionner devant l'innocuité des intentions de l'URSS et d'exagérer le danger que présente une Chine actuellement encore si faible du point de vue militaire et économique, sinon démographique.

L'EUROPE DE L'ATLANTIQUE A L'OURAL

C'est ici que se reconnaît la grandeur de la politique du chef d'Etat français.

Pour lui, l'Europe ne s'arrête pas au rideau de fer; elle va de l'Atlantique à l'Oural. Elle embrasse toute l'Europe. Pour le Général de Gaulle, un Russe sera toujours un Russe; un Chinois, un Chinois. Ce slogan qui se veut délibérément simpliste exprime une sagesse profonde, celle d'un vieillard qui a beaucoup vu, qui aurait voulu réaliser tel programme, et a dû se contenter d'en accomplir un plus modeste; réaliste donc; mais d'un réalisme que soulève constamment l'élan de l'idéalisme. Idéaliste qui a toujours mis l'économie et l'idéologie au service de la valeur humaine. Pour lui, la vraie politique, celle de la 'polis' en son acception mondiale, celle qu'elle doit prendre aujourd'hui, doit voir grand. Au-delà des régimes actuels qui s'affrontent, capitalisme symbolisé par l'Américain, socialisme représenté par l'URSS et la Chine, il voit le Yankee rester ce qu'il est, la Russie rester celle des Russes d'avant le communisme, voire de l'époque de Pierre le Grand.

L'Europe dont cette Russie fait partie, de gré ou de force, en raison du choix que la défection de la Chine et l'amitié des pays socialistes européens lui ont fait prendre, et en vertu de ses attaches raciales, religieuses, linguistiques et culturelles, cette Europe, il semble qu'elle ne puisse pas faire grise mine à son principal membre oriental. La France dont le passé n'est pas grevé par un contentieux tel celui qui oppose l'Allemagne Occidentale et la Russie, peut raisonnablement jouer ce rôle de pacificateur entre les deux camps, celui de l'Ouest, que l'on identifie de plus en plus avec l'Amérique, et celui de l'Est, où l'on a perdu l'habitude d'associer la Russie et la Chine. Par leur affrontement avec le communisme au Vietnam, les Etats-Unis ont mérité de passer de plus en plus pour l'adversaire résolu du communisme, le seul d'ailleurs, qui puisse se permettre de le combattre. L'Occident européen dont les attaches avec l'OTAN suffisent à prouver l'alignement dans le camp anti-communiste ne perd rien à se désolidariser quelque peu de la politique américaine. Elle peut rechercher le dialogue avec l'Europe orientale, étant donné qu'elle le fait en des domaines qui affirment à chacune des parties l'existence d'un patrimoine commun. Cette communauté de vues, cette fréquentation de plus amicale ne peut que contribuer à émusser les préjugés qui subsistent encore aujourd'hui en bien des milieux, et rend plus improbable un conflit entre Européens.

IDEALISME ET REALISME DE LA FRANCE

Mais la France ne se contente pas de prendre ses distances par rapport à la politique américaine, et de revendiquer une sorte d'autonomie de plus en plus grande de l'Europe occidentale dans le domaine économique et militaire. Elle n'hésite pas à se prononcer contre l'attitude américaine au Vietnam, et dans la lutte qui oppose Israël et Ismaël, à pencher en faveur de ce dernier. Que l'on ne croie pas que l'attitude française ait consisté simplement à prendre en ce domaine le contrepied de celle qu'ont adoptée les Etats-Unis. Il est clair que la France eût préféré ne pas manifester ses préférences. Elle eût préféré aussi ne pas devoir opter entre l'Algérie Française et l'Algérie aux Algériens. Il n'est de politique que celle des possibles. L'Occident risquant une nouvelle

fois de gagner la défaveur de tous les états arabes après les immenses efforts consentis pour effacer le souvenir laissé par la colonisation, ne peut que se féliciter de trouver un homme courageux rappelant leurs devoirs aux deux partis en présence, et désireux de préserver au Moyen-Orient une paix dont seuls les partisans de la guerre chaude entre les deux blocs peuvent souhaiter la fin.

L'attitude du Général de Gaulle semble présupposer la bonne foi de la Russie, et son désir sincère de maintenir la paix et de rivaliser, presque 'démocratiquement', avec l'Occident dans la conquête idéologique et politique. Elle ne croit pas naïvement que cette pacification des esprits en URSS se soit faite spontanément, mais elle ne peut s'empêcher de voir les circonstances rejeter la Russie vers l'Occident, en ce mouvement de pendule lent qui la fait depuis des siècles pencher tantôt vers l'Europe, tantôt vers l'Asie. Elle aurait pu rester asiatique; elle est d'ailleurs la plus grande puissance asiatique, et tire de l'Asie d'immenses richesses minérales. Elle paraît redevenir européenne. C'est le moment de la convertir à l'idée de la grande famille européenne; c'est l'occasion d'ouvrir ensemble les yeux au grand danger qui menace toute la famille européenne, y compris ses rejetons d'Amérique, celui d'une 'terrifiante Asie', d'une Chine qui comptera bientôt un milliard d'habitants. Mais ce danger, il ne faut pas entreprendre de le conjurer par une coalition armée de toute l'Europe réunie, Est et Ouest, mais le neutraliser, en arrondissant les angles, en supprimant les sources de conflit, en n'obligeant pas l'URSS à établir une surenchère au Vietnam afin de prouver qu'elle est plus communiste que la Chine. La seule qui pourrait gagner en ce genre de compétition est celle dont la proximité géographique, le potentiel humain, l'achèvement idéologique est le plus fort, à savoir la Chine rouge. Le succès qu'elle pourrait rencontrer en ce théâtre d'opérations, comme en d'autres, destinés à transformer la guerre froide en guerre chaude, ne peut qu'accroître son prestige auprès de pays socialistes du tiers-monde en quête d'une Puissance protectrice.

LEÇONS DU PANHELLENISME ANTIQUE

Il faut donc en cette perspective permettre à l'URSS de poursuivre le mouvement de détente qu'elle avait amorcé, et que la vigilance critique de la Chine l'oblige constamment à retarder, voire à reviser. Cette attitude pacifiste ne doit pas nous inciter à l'abandon, au consentement. Nous nous rappelons combien Démosthène avait raison de reprocher à Athènes son attentisme timoré envers les conquêtes de plus en plus audacieuses de Philippe de Macédoine. Mais la France n'est pas Athènes: ce rôle, c'est l'Amérique qui est appelée à le jouer. Elle peut et doit se contenter d'être Thèbes, et entamer le dialogue avec Philippe le grand voisin européen, la Russie. Menacé par la formidable puissance perse, Philippe eût pu écouter les conseils de prudence de la petite Thèbes et préférer une coalition pacifique avec le reste de la Grèce, en vue de préserver son existence personnelle et celle du reste du Continent.

La comparaison que j'ai employée risque de susciter aussi la contradiction. Comment, dira-t-on, pouvez-vous comparer l'URSS à la Macédoine sans crainte

de trouver dans l'histoire le démenti le plus formel au bien-fondé de votre politique d'apaisement envers elle? Les Grecs ne se sont-ils pas précisément fait battre l'un après l'autre par Philippe qui profita de leurs divisions et de leur indécision? Comment Thèbes peut-elle aspirer au rôle de pacificatrice entre Athènes et la Macédoine, alors que l'histoire nous apprend qu'elle tomba avant l'Attique au pouvoir du Macédonien?

L'objection est sérieuse. Aussi la politique du Général de Gaulle connaît-elle bien des adversaires. L'histoire seule pourra nous apprendre si ce visionnaire fut particulièrement perspicace, ou si les opinions à courte vue et à court terme, qui voient dans l'URSS et la Chine des adversaires de même nature, étaient les seules à devoir guider notre politique européenne. Pour les Américains, l'Europe, et particulièrement la France, n'a rien à gagner d'un rapprochement sérieux avec l'URSS, qui risquerait de compromettre sa propre défense en endormant sa combativité. Pour eux, et pour quelques autres cités, grecques, Thèbes n'a aucune chance de contribuer à son salut, encore moins à celui d'Athènes, et moins encore à celui de la Macédoine toute-puissante, en tentant de faire prendre conscience à cette dernière de tout ce qui la rapproche de la Grèce et de ce qui l'éloigne de la Perse.

Mais pour le chef d'Etat de la Thèbes actuelle, le problème n'est pas de convaincre la Macédoine de son appartenance à la Grèce. Elle en est à son avis déjà persuadée, et désire rompre certains des liens qui l'attachent à ses origines asiatiques. Cette nouvelle fille de l'Europe doit selon lui, se sentir accueillie au sein de la nouvelle communauté, si encombrante et redoutable que puisse y être sa présence. Ses soeurs cadettes de Thèbes et d'ailleurs resteront d'ailleurs sur leurs gardes. Elles ne se jetteront pas sottement dans ses bras. Elles garderont des liens étroits envers leur autre grande soeur, Athènes, qui met à leur disposition sa formidable puissance économique et militaire. Mais elles entendent, à la suite de Thèbes, que ces liens ne soient plus ceux de vassales envers leur suzeraine. Thèbes a en effet acquis une nouvelle splendeur: elle peut parler aux deux camps, celui de Démosthène et celui de Philippe. L'Europe peut parler, dis-je, avec la conviction que l'un et l'autre désirent son appui moral. Ainsi Thèbes pourrait réaliser sa mission de trait d'union entre deux idéologies, union basée sur une communauté européenne, au sens plénier du terme.

F. CUNEN

(Dr. Cunen is the newly appointed Lecturer in French at the Royal University of Malta. Former Head of the Department of Modern Languages at Malvern Girls' College in Worcestershire, England, he has contributed articles to various University Journals, and has translated various works from Dutch or English into French.)